



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная  
организация  
Объединенных  
Наций

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

## COMITÉ DES PRODUITS

### RÉUNION CONJOINTE DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES GRAINES OLÉAGINEUSES ET LES MATIÈRES GRASSES (TRENTIÈME SESSION), DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES CÉRÉALES (TRENTE-DEUXIÈME SESSION) ET DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LE RIZ (QUARANTE-TROISIÈME SESSION)

Santiago (Chili) 4 et 5 novembre 2009

SUITE DONNÉE AUX DIRECTIVES POUR UNE ACTION NATIONALE  
ET INTERNATIONALE CONCERNANT LE RIZ EN 2006-2009

## Table des matières

	Paragraphes
<b>I. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>II. POLITIQUES DE PRODUCTION (Directives B (i) – B (iv))</b>	<b>2 - 3</b>
<b>A. MESURES INTÉRESSANT LA PRODUCTION DANS LES PAYS         EXPORTATEURS DE RIZ</b>	<b>3 - 8</b>
<b>B. MESURES INTÉRESSANT LA PRODUCTION DANS LES PAYS         IMPORTATEURS DE RIZ</b>	<b>9 – 18</b>
<b>III. POLITIQUES COMMERCIALES (Directives C (i) – C (viii))</b>	<b>19 - 20</b>
<b>A. MESURES INTÉRESSANT LES EXPORTATIONS</b>	<b>21 - 26</b>
<b>B. MESURES INTÉRESSANT LES IMPORTATIONS</b>	<b>27 - 38</b>

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)

<b>IV. POLITIQUES INTERNATIONALES D'AIDE ALIMENTAIRE (Directives D (i) – D (iv))</b>	<b>39 - 40</b>
<b>V. CONSOMMATION (Directives A (ii) a) – A (ii) d))</b>	<b>41 - 47</b>
<b>VI. RÉSERVES DE RIZ (Directives E (i) – E (iv))</b>	<b>48 - 53</b>
<b>VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>54 - 62</b>

## I. INTRODUCTION

1. Le présent document analyse les principaux faits survenus dans le domaine des politiques rizicoles nationales depuis la quarante-deuxième session du Groupe intergouvernemental, qui s'est tenue en mai 2007, afin d'évaluer les progrès accomplis en ce qui concerne l'application des directives pour une action nationale et internationale concernant le riz<sup>1</sup>. La période étudiée, qui commence à la fin de 2006 et s'achève au début de 2009, englobe en particulier les comportements exceptionnels des marchés vers le milieu de l'année 2008, période pendant laquelle les prix ont atteint des sommets avant de reculer au cours des mois suivants.

## II. POLITIQUES DE PRODUCTION (Directives B i) à B iv))

2. Afin de réagir aux brusques flambées des prix du riz qui se sont produites à la fin de 2007, mais aussi à la hausse des coûts de production, les gouvernements ont adopté des mesures d'une ampleur considérable pour développer rapidement la production, notamment en subventionnant des intrants de production. Les pays dans lesquels existaient déjà des soutiens à la production de riz ont généralement cherché à les augmenter, ce qui n'a pas toujours suffi pour combler les écarts avec les prix du marché. Bien que les réponses des producteurs aient été positives, l'augmentation de la production en 2008 a été aussi stimulée par les prix élevés proposés sur les marchés et par des conditions climatiques favorables.

### A. MESURES INTÉRESSANT LA PRODUCTION DANS LES PAYS EXPORTATEURS DE RIZ

3. Parmi les principaux pays exportateurs, la **Thaïlande** a continué à acheter du paddy aux producteurs à des prix relativement élevés dans le cadre du programme de soutien gouvernemental (voir Tableau I en annexe I). Les prix d'achat ont plus que doublé pour la deuxième récolte de 2007 et sont restés à ces niveaux élevés pour la récolte principale de 2008. Les tensions sur les marchés se relâchant, les prix ont reculé tout en demeurant supérieurs aux prix du marché, ce qui a encouragé les producteurs à produire de grandes quantités dans le cadre du programme d'achats publics. En 2007, une stratégie de développement de la production de riz sur trois ans a été adoptée visant à augmenter les rendements moyens d'au moins 15 pour cent.

4. Au **Viet Nam**, le soutien aux producteurs de paddy est resté marginal, les prix d'achats publics n'ayant pas varié depuis 1997. Cependant, pour réagir à la chute brutale des prix due à une récolte très exceptionnelle en 2008, les compagnies de négoce publiques ont reçu pour instructions d'acquérir 1 million de tonnes d'ici le début de 2009.

5. En **Inde**, les mesures d'incitation à la production comprennent des subventions aux engrais et à l'irrigation ainsi que des crédits à des conditions de faveur. En vue de conserver suffisamment de riz pour son programme national de distribution de denrées alimentaires et afin de pouvoir concurrencer d'autres opérateurs commerciaux, le prix de soutien minimum a été augmenté en 2007 de plus de 10 pour cent (20 pour cent si l'on inclut les primes) et de plus de 30 pour cent en 2008 (ou 20 pour cent de nouveau si l'on tient compte de la réduction des niveaux des primes). Dans le cadre de sa stratégie à long terme, la Mission nationale pour la sécurité alimentaire, créée en 2008 pour renforcer la sécurité alimentaire à l'échelon national, a fixé l'objectif d'augmenter la production de dix millions de tonnes de riz usiné au terme du onzième plan quinquennal en 2011/12, principalement grâce à des technologies et des pratiques de gestion agricole améliorées.

---

<sup>1</sup> Le document CCP: OF-GR-RI 09/2 Supp.1 contient le texte principal des directives et les annexes relatives aux statistiques.

6. En **Chine**, conformément à l'objectif d'autosuffisance à long terme concernant les céréales vivrières, la production de riz devra couvrir au moins 95 pour cent des besoins intérieurs jusqu'en 2020. Compte tenu des contraintes liées à l'eau et aux terres arables, l'accent continue d'être mis sur l'amélioration de la productivité par le biais de la mise au point et de la distribution de souches à rendement élevé. Soucieux de réduire l'écart entre les revenus ruraux et urbains, le gouvernement a considérablement renforcé ses dispositifs de soutien au secteur céréalier pendant la période examinée. Les prix d'achats publics, qui étaient restés inchangés depuis 2004, ont nettement augmenté en 2008 et 2009. Afin de stimuler les marchés, en mars 2009, le gouvernement a aussi autorisé la négociation de contrats à terme sur le riz précoce à la bourse des produits de Zhengzhou.

7. Une aide directe réduite est traditionnellement octroyée aux producteurs de riz du **Pakistan**, où les prix minima du paddy sont annoncés uniquement à titre d'information. En 2007 et 2008, les subventions aux engrais dont bénéficient les petits producteurs ont été augmentées pour compenser certains des aspects négatifs des prix très élevés. En 2009, pour réagir à une forte hausse de la production, le gouvernement a décidé d'acheter 1 million de tonnes de paddy aux producteurs, à des prix d'intervention supérieurs.

8. Depuis 2002/03, les producteurs de paddy des **États-Unis** ont eu droit à des paiements directs fixes, des allocations de prêts variables à la commercialisation et des paiements contracycliques, ce qui a permis de maintenir les recettes moyennes proches d'un objectif de prix s'élevant pour le paddy à 10,5 USD les 100 livres (231 USD la tonne). En raison de l'étroitesse de l'offre, les prix moyens du marché ont dépassé les prix fixés en 2007 et 2008. Les crédits liés au soutien accordé au secteur rizicole ont constamment diminué, passant de 1 400 millions d'USD au début de la décennie à près de 400 millions d'USD au cours des années récentes (voir Tableaux II et III en annexe). La nouvelle loi-cadre sur l'alimentation, la conservation et l'énergie de 2008, en vigueur pendant cinq ans, maintient les taux de paiements directs et les prix garantis inchangés, mais réduit la surface concernée par les paiements directs de 85 pour cent à 83,3 pour cent de la superficie cultivée dans l'exploitation. Le programme de soutien du chiffre d'affaires intitulé Average Crop Revenue Election (ACRE) est un nouveau volet de la législation qui protège les producteurs contre les baisses de revenus (et non des prix) quelles qu'en soient les raisons. Les producteurs qui s'inscrivent à ce programme renoncent à leurs droits aux programmes de soutien existants. En **Australie**, où des conditions exceptionnellement arides ont persisté jusqu'en 2003, les producteurs de nombreux produits agricoles, y compris le paddy, ont bénéficié d'une aide pour lutter contre la sécheresse et de prêts à des taux subventionnés. De la même façon, l'aide publique affectée au secteur rizicole en **Argentine** et en **Uruguay** reste minimale. En Uruguay, les exonérations de TVA sur la fiscalité du gazole ont été augmentées en 2007.

## B. MESURES INTÉRESSANT LA PRODUCTION DANS LES PAYS IMPORTATEURS DE RIZ

9. Parmi les principaux pays importateurs, le **Bangladesh** a continué à distribuer des semences à rendement élevé et à accorder des petites subventions pour l'acquisition d'intrants de base destinés à la production de paddy. En 2007, un programme de redressement après inondation a permis de fournir gratuitement des semences et des engrais aux petits producteurs. En 2008, des facilités de crédit ont pu être octroyées dans le cadre d'un plan d'intervention. Les prix d'achats publics ont été augmentés de 12 pour cent en 2007 et de plus de 50 pour cent en 2008 pour faciliter la reconstitution des réserves de riz publiques.

10. Soucieuse de parvenir à l'autosuffisance en riz, l'**Indonésie** a lancé en 2007 un programme d'aide sous forme de semences d'un montant de 107 millions d'USD et un programme d'intensification de la culture du paddy a été lancé en 2008. Le prix d'achat public de référence, qui oriente les activités commerciales des organismes publics (et qui n'est plus un prix garanti depuis 2005) a été augmenté nettement entre 2007 et 2009. Bien que les subventions aux carburants aient été réduites de près de 30 pour cent en 2008, celles concernant les engrais, les semences et le développement d'infrastructure ont été augmentées de manière substantielle en

2009. La **République islamique d'Iran**, pour sa part, a continué de placer l'autosuffisance au premier rang des priorités gouvernementales. Le secteur a bénéficié d'une distribution subventionnée de semences hybrides et d'autres intrants, et de prix garantis relativement élevés qui ont quasiment doublé en 2008. Par ailleurs, un soutien important est fourni à l'amélioration des infrastructures au niveau de l'exploitation.

11. Au **Japon**, l'un des cinq principes fondamentaux de la nouvelle politique agricole pour le vingt et unième siècle, adoptée en 2007, prescrivait l'adoption de bonnes pratiques agricoles pour tous les principaux produits agricoles, dont le riz, et notamment la gestion des risques dans l'ensemble du processus de production. Les récoltes plus abondantes de 2007 et 2008 ont freiné les efforts constamment déployés pour réduire la production de riz. Suite au recul des prix locaux, le gouvernement a mis en œuvre un programme de mise en réserve de stocks à la fin de 2007. Par ailleurs, dans un contexte de flambée des prix des céréales fourragères, le Japon a décidé d'étendre les surfaces cultivées de riz destiné à l'alimentation animale.

12. En **République de Corée**, les paiements directs au titre de la superficie (qui remplacent, depuis 2005, les soutiens traditionnels) ont été accrus de 17 pour cent en 2006 et de 10 pour cent en 2008 pour compenser la hausse des coûts des intrants. Les paiements compensatoires (85 pour cent de l'écart entre les prix de marché et les prix garantis par le gouvernement) ont continué mais les crédits ont diminué du fait de la hausse des prix de marché. Les achats publics effectués dans le cadre du Système d'entrepôt public en cas d'urgence ont aussi baissé.

13. En **Malaisie**, le gouvernement vise un objectif d'autosuffisance fixé à 86 pour cent d'ici 2010. Au début de 2008, la flambée des prix du riz sur les marchés internationaux a incité le gouvernement à mettre en œuvre un programme de sécurité alimentaire pour accroître la production de paddy. Le soutien public est également assuré par des programmes d'investissement à long terme concernant l'amélioration des infrastructures d'irrigation dans des régions choisies. Les prix minima garantis aux producteurs de paddy ont été augmentés de 15 pour cent en 2008, et un virement ponctuel a été effectué pour compenser la hausse des coûts des carburants.

14. Aux **Philippines**, les objectifs de production visent l'autosuffisance en 2013. Les subventions au riz hybride et de qualité ont été conservées, et une subvention aux engrais a été introduite en 2007. Un programme national a été mis en œuvre dans le but de fournir i) des stimulants fiscaux et commerciaux au secteur privé afin qu'il investisse dans la production semencière et les installations post-récolte et ii) un soutien à la recherche sur les technologies d'amélioration de la production<sup>2</sup>. Les prix de soutien du paddy, inchangés depuis 2004 malgré une explosion des coûts, ont été augmentés de 10 pour cent en 2007 et complétés par diverses primes au début de 2008 et un paiement incitatif important en cas de vente à la National Food Agency (NFA).

15. En **Afrique**, plusieurs gouvernements ont lancé de nouveaux plans de développement visant à l'autosuffisance en riz à moyen terme. En 2008, par exemple, la **Côte d'Ivoire** a annoncé un programme national dont le but est d'assurer l'autosuffisance en riz d'ici 2012; le **Mozambique** a élaboré un plan d'action pour la production alimentaire (2008/2011); le **Nigéria** a créé un fonds de développement de la culture du riz et le **Sénégal** a adopté la « Grande offensive agricole pour l'alimentation et l'abondance » (GOANA), qui est un plan à moyen terme pour stimuler la production. Dans de nombreux pays comme le **Bénin**, le **Ghana**, le **Kenya**, **Madagascar**, le **Mali**, la **Mauritanie**, le **Nigéria** et le **Sénégal**, le développement de la production a été encouragé par des subventions aux semences, aux engrais et à d'autres intrants et par la remise en état d'infrastructures d'irrigation. Des projets de développement de la culture du riz à plus long terme ont été lancés au **Ghana** et en **Guinée** avec l'aide, respectivement, de la France et de la Communauté européenne. Au niveau international, une **Initiative d'urgence en**

---

<sup>2</sup> Ministère de l'agriculture, programme de développement du secteur rizicole "Ginintuang Masaganang Ani (GMA)".

*faveur du riz en Afrique* a été lancée au milieu de l'année 2008 pour aider onze pays producteurs de riz dans quatre domaines importants, et améliorer leur accès aux semences et aux engrais, l'entreposage après récolte et la commercialisation<sup>3</sup>. Par ailleurs, la *Coalition pour le développement rizicole en Afrique (CARD)*<sup>4</sup> a été lancée dans le but de doubler la production en Afrique subsaharienne d'ici 2018 grâce à la diffusion de nouvelles variétés de riz, y compris le Nouveau riz pour l'Afrique (Nerica), à la recherche agricole et aux investissements dans des infrastructures diverses, concernant notamment l'entreposage après récolte. Bien que de nombreuses initiatives en faveur du développement du secteur rizicole aient été financées par des programmes d'aide internationale ou une coopération bilatérale, depuis 2006, le nombre de sociétés privées étrangères qui ont acquis des terres et investi dans la production de riz en Afrique (voire dans d'autres continents) a augmenté de manière importante.

16. En *Amérique centrale et aux Caraïbes*, la plupart des pays ont réagi à la hausse des prix mondiaux en prenant des mesures d'incitation pour le secteur : le **Costa Rica** a nettement augmenté les prix de soutien au riz paddy pour compenser la hausse des coûts; **Cuba** a annoncé une nouvelle stratégie s'appuyant sur un engagement plus grand du secteur privé et dont l'objectif est de satisfaire la moitié des besoins nationaux en riz d'ici 2015; et la **République dominicaine** a créé un Conseil national pour la sécurité alimentaire afin de développer l'agriculture. Plusieurs pays, notamment **El Salvador**, **Haïti**, **Honduras**, **Nicaragua** et **Panama**, ont subventionné et renforcé la distribution de semences de qualité élevée et d'engrais. Au **Mexique**, les producteurs de paddy ont bénéficié de stimulants à court terme, notamment des crédits à des conditions de faveur pour les petits exploitants en 2008.

17. En *Amérique du Sud*, l'étroitesse des marchés internationaux a dopé les prix sur les marchés intérieurs, ce qui entraîné un accroissement des superficies cultivées dans presque tous les pays en 2008, malgré l'augmentation rapide des coûts. En **Colombie**, les producteurs ont pu bénéficier de prêts d'investissement à des taux d'intérêt peu élevés, tandis que les droits de douane ont été réduits sur les intrants importés, en particulier les engrais et les pesticides. En **Bolivie**, une entreprise publique a été créée en 2007 pour dynamiser la production alimentaire. Au **Guyana**, le secteur rizicole a profité d'un programme de soutien de l'UE à l'industrie du riz des pays membres du Forum des Caraïbes et de réductions de charges fiscales sur des intrants de production. Au **Venezuela**, un soutien appuyé de l'État a été accordé en 2008 au développement de la production de paddy, y compris une augmentation de 44 pour cent des prix à la production et une extension des subventions visant à compenser la hausse des coûts. Au contraire, au **Pérou**, le gouvernement a fait pression pour réduire les plantations situées le long de la côte Pacifique irriguée, dans le but d'économiser l'eau ; il a aussi favorisé l'accès des producteurs à des instruments financiers pour stabiliser les prix.

18. L'**Union européenne** a décidé de conserver jusqu'au 1er janvier 2012 au plus tard l'aide spécifique de 75 euros la tonne accordée aux agriculteurs qui cultivent effectivement le riz, retardant de ce fait le découplage total du soutien. Le fait que cette aide ait été conservée marque la reconnaissance du rôle que le secteur joue dans l'environnement et la biodiversité. À partir de 2012, cette aide s'ajoutera au montant de 102 euros la tonne actuellement versée au titre de l'aide découplée.

### III. POLITIQUES COMMERCIALES (Directives C (i) – C (viii))

19. Bien que de nombreux pays espèrent toujours parvenir à l'autosuffisance, le commerce du riz a continué à se développer, atteignant le chiffre record de 32,8 millions de tonnes en 2007, soit

<sup>3</sup> Il s'agit d'une initiative conjointe de l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest, la FAO, le Centre international de développement des engrais, le Catholic Relief Services et le FIDA, qui a été financée partiellement par des donateurs externes.

<sup>4</sup> La coalition CARD a été lancée dans le cadre du partenariat de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

10 millions de plus qu'en 2000. Ce développement s'est interrompu en 2008, à cause notamment des limites imposées aux exportations dans de nombreux pays concernés par l'incidence de prix élevés sur leurs marchés intérieurs. Parmi les pays ayant restreint leurs exportations, les plus importants étaient l'Inde, l'Égypte et, dans une moindre mesure, le Viet Nam. D'autres les ont également limitées, par exemple certains pays importateurs traditionnels de riz comme le Bangladesh, le Burkina Faso, le Cambodge, l'Équateur, la Guinée, l'Indonésie, le Libéria, Madagascar, la Malaisie, le Mali, la Fédération de Russie et la Tanzanie. Compte tenu de l'étroitesse du commerce du riz et de la concentration des exportations mondiales de ce produit, que se partagent quelques pays exportateurs, de telles mesures ont profondément perturbé le cycle normal des échanges et soulevé des questions sur la dépendance à l'égard des approvisionnements.

20. En ce qui concerne les importations, la demande de grandes quantités de produits importés a perturbé temporairement le cycle normal du commerce et contribué à l'augmentation des prix mondiaux. Par ailleurs, certains pays ont eu également besoin de reconstituer des stocks qui étaient épuisés. Les mesures institutionnelles visant à lutter contre les effets des hausses des prix comprenaient le report d'achats internationaux, l'intensification des transactions de gouvernement à gouvernement, la limitation ou l'abolition de droits d'importation et d'autres charges et l'appel à la fourniture d'une aide alimentaire.

### A. MESURES INTÉRESSANT LES EXPORTATIONS

21. Parmi les principaux exportateurs, la **Thaïlande** a été l'un des rares à ne pas avoir limité ses exportations pendant la période de la flambée des prix mondiaux. Des stocks importants lui ont permis d'augmenter nettement ses expéditions à l'étranger, tout en s'assurant que ses réserves étaient suffisantes pour répondre aux besoins nationaux.

22. La **Chine** a supprimé en 2008 la détaxe à l'exportation de 13 pour cent sur divers produits de base, dont le paddy et le riz usiné, afin de limiter les ventes internationales et d'enrayer la flambée des prix des denrées alimentaires sur les marchés locaux. Par ailleurs, un droit de 5 pour cent a été appliqué temporairement aux exportations avant d'être supprimé à la fin de 2008 lorsque les prix mondiaux ont entamé leur décrue.

23. En **Inde**, les craintes suscitées par l'inflation des prix des denrées alimentaires en 2007 ont conduit à l'imposition de restrictions aux exportations de différents produits alimentaires. En ce qui concerne le riz, une interdiction d'exportation a été initialement appliquée à la fin de 2007 à tous les riz autres que Basmati, avant d'être remplacée par un prix minimum à l'exportation. Les exportations de riz ordinaire (autre que basmati) ont été de nouveau interdites en avril 2008, bien que certaines expéditions aient été autorisées par le biais de l'entreprise publique de négoce, pour des motifs humanitaires. Par ailleurs, un prix minimum à l'exportation du riz Basmati, fixé au début de 2008, a atteint par la suite 1 200 USD la tonne. Les exportations de riz Basmati ont également fait l'objet d'une taxe d'exportation de 8 000 roupies la tonne, soit près de 200 USD la tonne. Au début de 2009, la taxe d'exportation a été supprimée et le prix minimum à l'exportation a été légèrement diminué.

24. Confronté à une tension très vive entre l'offre et la demande de riz, le **Viet Nam** a renoncé à appliquer des droits sur des volumes spécifiés d'importation de riz paddy et usiné, reprenant ainsi des mesures déjà en place depuis 2006 pour le commerce avec le Cambodge. L'émission de nouveaux contrats d'exportation a été interdite à la fin de 2006. Cette interdiction a été levée au début de 2007 lorsqu'un plafond des exportations a été fixé et que des prix d'exportation minima ont été introduits<sup>5</sup>. En 2008, le plafond d'exportation a été abaissé compte tenu des craintes suscitées par la situation des prix du riz et des approvisionnements au plan local,

---

<sup>5</sup> Il est d'usage au Viet Nam de fixer des objectifs d'exportation quantitatifs, qui sont généralement modifiés au cours de la saison, selon les perspectives de la production.

et une taxe variable a été imposée vers le milieu de l'année 2008, indexée sur la hausse des prix. Cette taxe a été supprimée à la fin de l'année, mais les dispositions concernant les prix minima prévus dans les contrats d'exportation ont été conservées.

25. Au **Pakistan**, un prix minimum à l'exportation de riz a été imposé temporairement au début de 2008 mais il a été rapidement supprimé et le Pakistan est resté, pendant la plus grande partie de la période, l'un des rares producteurs mondiaux de riz à ne pas brider ses exportations.

26. L'**Égypte**, pour réagir à la flambée des prix sur son marché intérieur, a appliqué une taxe d'exportation à la fin de 2007, avant d'interdire les exportations de riz pendant un an à partir d'avril 2008. Dans un contexte analogue, le **Cambodge** a fixé des quotas d'exportation et suspendu ses exportations de riz temporairement au début de 2008. Les expéditions en provenance du **Myanmar** ont été quasiment nulles en 2007 et les permis d'exportation, suspendus en 2008 au titre d'un cas de force majeure dû aux dégâts causés par un cyclone, ont été de nouveau délivrés en 2009.

## B. MESURES INTÉRESSANT LES IMPORTATIONS

27. Des récoltes décevantes et l'étroitesse des marchés locaux en 2007 ont contraint le **Bangladesh** à dépendre lourdement des marchés internationaux et de l'aide alimentaire à un moment où la flambée des prix mondiaux faisait rage. Un droit d'importation de 5 pour cent a été suspendu au début de l'année 2007 tandis que les importations publiques directes ont été nettement augmentées. Plusieurs pays, dont l'Inde, la Chine et le Pakistan, ont réagi à la demande d'aide du Bangladesh en fournissant du riz à des conditions de faveur. Des contrats d'importation concernant des volumes considérables ont été signés avec l'Inde en 2007 et 2008 dans le cadre d'un accord bilatéral contournant l'interdiction d'exporter du riz autre que Basmati appliquée par les autorités indiennes.

28. En **Indonésie**, Bulog, l'entreprise officielle de négoce du riz, est autorisée à importer du riz dès que les prix observés sur les marchés locaux dépassent un seuil prédéterminé ou lorsque les stocks qu'elle détient sont inférieurs à 1 million de tonnes. Dans un contexte de prix locaux élevés et malgré une hausse des droits d'importation en 2007, les importations de riz ont quasiment triplé en 2007. En 2008, les droits ont été abaissés de près de 20 pour cent à la suite de la flambée des prix mondiaux. Suite au redressement de la production intérieure, de nouvelles réglementations ont été imposées, qui confirment les restrictions aux exportations, en particulier pour le riz d'une qualité standard pour lequel Bulog est la seule entreprise à détenir des droits assujettis à l'approbation du ministère du commerce.

29. En 2007, les droits imposés par la **République islamique d'Iran** sur les importations du secteur privé, qui avaient varié selon les provinces, ont été uniformément fixés à 150 pour cent, mais un accord bilatéral prévoyait que le riz provenant du Pakistan serait exonéré du paiement de cette taxe. Pendant cette période, l'accès de la République islamique d'Iran aux approvisionnements a été restreint par les sanctions des Nations Unies contre son programme nucléaire, qui limitaient la capacité de ce pays à faire appel aux banques étrangères. Les importations iraniennes ont donc dû être financées dans le cadre d'accords bilatéraux.

30. Les importations de la **République de Corée** ont continué à être encadrées par les dispositions de l'OMC relatives à l'accès minimum aux marchés, selon lesquelles les augmentations annuelles progressives s'inscrivent dans le quota de la nation la plus favorisée qui, en 2009, s'élevait à 307 000 tonnes. Sur la base de ces augmentations, le quota d'importations devrait couvrir 8 pour cent de la consommation intérieure en 2014.

31. En **Turquie**, le système de quotas qui imposait aux négociants d'acheter leur riz sur les marchés locaux à des prix préétablis afin de pouvoir obtenir une licence d'importation a été supprimé en 2007 suite à une décision du panel de l'OMC. Les droits à l'exportation ont été maintenus en l'état bien qu'un quota de 100 000 tonnes, exempt de droits, ait été ouvert à l'exportation par l'organisme turc chargé de la commercialisation.



32. Aux **Philippines**, les importations ont continué d'être gérées par la National Food Authority (NFA). Conformément aux dispositions de l'OMC, ce pays a maintenu les restrictions qu'il est autorisé à imposer sur les importations de riz pendant sept ans jusqu'en 2012, sachant que les volumes d'accès minima sont de 350 000 tonnes pour un taux de droits de 40 pour cent. Depuis 2007, les importations de la NFA ont été exemptes de droits à l'importation. À la fin de 2007 et au début de 2008, la flambée des prix et le net fléchissement des réserves alimentaires de la NFA ont conduit le gouvernement à soumettre des offres d'importations massives qui ont poussé les prix internationaux à la hausse. Le monopole du gouvernement sur les importations de riz a été levé, et les négociants privés et les groupements de producteurs ont eu également le droit d'importer.

33. Bien que l'**Inde** soit traditionnellement l'un des principaux pays exportateurs, les craintes suscitées par la situation de l'offre alimentaire l'ont conduite à ramener les droits sur les importations de riz de 70-80 pour cent à zéro au début de 2008. Parallèlement, la **Thaïlande** et le **Viet Nam**, les deux principaux pays exportateurs, ont aussi accentué leurs achats, quoique d'une manière relativement limitée, pour soulager les tensions régnant sur les marchés et être en mesure de répondre à leurs engagements en matière d'exportations. En **Chine**, une interdiction phytosanitaire sur les importations de riz japonais a été levée en 2007 après quatre ans d'application.

34. En 2008, de nombreux pays d'**Afrique** ont mis en œuvre des mesures concernant les importations afin d'atténuer l'impact des prix élevés du riz importé sur les marchés locaux, y compris la suppression ou l'abaissement de taxes sur les importations et les exonérations de taxes sur la valeur ajoutée. Ces mesures avaient généralement un caractère temporaire, et un retour à des récoltes abondantes a permis de revenir à la fin de l'année à des systèmes commerciaux normaux. Ces exonérations de taxes ont été appliquées au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, au **Mali**, au **Nigéria** et au **Sénégal**.

35. Dans le cadre de l'accord régional de la *Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)*, un tarif extérieur commun sur le riz usiné devait être progressivement fixé à 10 pour cent, alourdi de surtaxes supplémentaires s'élevant à 2,7 pour cent. Cependant, comme ce tarif supposait une réduction importante des taxes sur le riz applicables à des pays comme le Ghana et, surtout, le Nigéria, sa mise en œuvre a été reportée et il serait envisagé d'introduire une taxe plus élevée de l'ordre de 35 pour cent.

36. Afin d'atténuer les effets de la contraction de l'offre sur les prix pratiqués sur les marchés locaux, les pays de l'*Amérique latine et des Caraïbes* ont procédé à des ajustements des politiques d'importation d'une ampleur moindre que dans d'autres régions où la commercialisation du riz fait l'objet d'interventions publiques très volontaristes. En **Bolivie**, les droits à l'importation ont été temporairement supprimés jusqu'au début de 2008. Bien que le resserrement de l'offre au Brésil n'ait pas donné lieu à des changements de la réglementation des importations, une interdiction temporaire a été imposée sur les exportations de riz détenu par le gouvernement au début de 2008. En **Colombie**, les importations en franchise de 160 000 tonnes de riz de l'Équateur et du Venezuela ont été autorisées avant la principale période de récolte. Cuba a bénéficié de l'accès préférentiel aux produits importés du Viet Nam dans le cadre d'une coopération bilatérale. En **Équateur**, les autorités ont annoncé l'importation de paddy pour reconstituer les réserves stratégiques publiques, ainsi que la suspension des exportations. Au **Nicaragua**, un quota d'importations bénéficiant de droits de douane nuls a été fixé en 2008 à 35 000 tonnes de riz paddy, qui s'ajoutent aux 110 000 tonnes de riz brisé et en vrac qui font l'objet d'une importation en franchise provenant des États-Unis.

37. Dans l'**Union européenne**, la forte demande d'importations résultant notamment de l'élargissement de l'espace communautaire et des prix intérieurs élevés ont entraîné une hausse des importations depuis 2008. Au titre d'un accord avec les États-Unis et la Thaïlande, les droits appliqués sur les importations de riz usiné et de riz décortiqué autre que Basmati depuis la période de commercialisation 2004/05 ont varié en fonction de la manière dont le volume réel des importations se situait par rapport à un niveau de référence (voir Tableau IV en annexe). Par

ailleurs, jusqu'à 268 000 tonnes, ou 20 pour cent du volume total des importations, ont pu être importées dans l'Union européenne en vertu de conditions de faveur résultant de divers contingents tarifaires (OMC, Égypte, Bangladesh, pays du Forum des Caraïbes, programme « Tout sauf des armes », préparations alimentaires). D'autre part, l'Union européenne a négocié des accords de partenariat économique établissant des relations réciproques de libre-échange avec des groupements de pays par région (Afrique, Caraïbes et Pacifique). En vertu de l'accord de partenariat économique conclu avec les pays du Forum des Caraïbes, l'UE a accordé un quota d'importations sans droits de douane de 187 000 tonnes en 2008 et de 250 000 tonnes en 2009 aux pays des Caraïbes, dont les principaux bénéficiaires sont le Guyana et le Suriname. Aucune limite ne devrait plus restreindre leur accès à compter de 2010. Dès le 1<sup>er</sup> septembre 2009, cinquante pays les moins avancés seront aussi autorisés à exporter des quantités illimitées de riz vers l'Union européenne dans le cadre de l'initiative « Tout sauf des armes ».

38. En 2007, la **Fédération de Russie** a renforcé ses contrôles phytosanitaires, qui ont interrompu les importations provenant de l'Inde, du Pakistan, du Sri Lanka, de la Thaïlande, des États-Unis et du Viet Nam à des périodes diverses. Elle a aussi augmenté la taxe saisonnière<sup>6</sup> qu'elle appliquait aux importations de riz. Cette taxe est passée de 70 à 120 euros la tonne. La taxe a été réduite à zéro en mars 2008 pour une durée d'un an, mais les autorités l'ont portée ensuite à 160 euros la tonne le 15 mars 2009, pour une durée de trois mois.

#### IV. POLITIQUES INTERNATIONALES D'AIDE ALIMENTAIRE (Directives D (i) - (iv))

39. Le resserrement de l'offre depuis 2006 a eu d'importants effets secondaires, notamment la réduction des volumes de riz fournis au titre de l'aide alimentaire. En 2006, en particulier, le volume a été divisé de moitié, atteignant 0,63 million tonnes (voir Tableau VI en annexe). La situation s'est quelque peu améliorée en 2007, car les expéditions ont repris partiellement, pour un volume de 1,07 million de tonnes. En proportion, l'aide alimentaire a représenté 2,2 pour cent du commerce mondial du riz et 3,3 pour cent des exportations totales en 2006 et 2007, respectivement, contre plus de 4 pour cent en 2004 et 2005. Les principaux donateurs de riz en 2007 étaient la République de Corée, les États-Unis et le Japon. Les principaux bénéficiaires, quant à eux, étaient la République démocratique populaire de la Corée, les Philippines et le Bangladesh.

40. L'aide alimentaire sous forme de riz fournie par le biais de transactions triangulaires a aussi augmenté exceptionnellement entre 2006 et 2007, passant de 145 000 à 411 000 tonnes (voir Tableau VI en annexe). En 2007, la République de Corée était de nouveau le principal donateur finançant ces transactions, suivie par le Japon.

#### V. CONSOMMATION (Directives A (ii) a) à A (ii) d))

41. L'un des principaux objectifs des gouvernements des pays où le riz est un aliment de base est d'assurer un approvisionnement adéquat à des prix accessibles pour leurs populations. Du fait de son importance dans la sécurité alimentaire nationale, le riz reste l'un des rares produits alimentaires dont les prix et les systèmes de distribution sont contrôlés par l'État, en particulier en Asie. Dans un contexte de prix élevés, des interventions massives ont eu lieu sur les marchés pendant la période examinée, notamment par le biais de contrôles des prix, de ventes sur le marché libre, de distributions publiques et le recours à des ressources locales. Dans certains cas, les gouvernements sont aussi intervenus sur les marchés à terme.

42. Au **Bangladesh**, le système de distribution public a été élargi à treize millions de personnes après les pertes dues aux inondations de 2007 et étendu à 16 millions de personnes au début de 2008. Par ailleurs, des stocks publics de riz ont été commercialisés sur le marché libre à

<sup>6</sup> Généralement appliquée de la mi-mars à la mi-mai et du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre chaque année.

des prix fortement subventionnés, dans le but de soulager les pressions s'exerçant sur les prix locaux. Malgré des résultats positifs concernant la production, les prix locaux ont flambé au **Cambodge** en 2007 et 2008, ce qui a conduit le gouvernement à subventionner les prix du riz destiné à la consommation et à interdire temporairement les exportations.

43. En **Inde**, le resserrement de l'offre de céréales en 2006 et 2007, en particulier le blé, a porté les prix agricoles au-dessus des prix d'achat, ce qui a empêché le gouvernement d'acheter du blé et du riz. Bien que les prix de soutien minima aient été augmentés pour faciliter les achats et encourager la production, les prix de vente du riz destiné à la consommation dans le système de distribution public sont restés aux niveaux fixés en 2002, ce qui s'est traduit par une augmentation des subventions des produits alimentaires. En 2008, les achats publics, plus importants, de près d'un tiers de la production totale et à des prix de soutien relativement élevés, ont bénéficié aux producteurs tout en provoquant une hausse des prix intérieurs qui a fait fléchir la demande ne relevant pas du système de distribution public. En mars 2007, le gouvernement a également suspendu le commerce du blé et du riz sur les marchés à terme.

44. Pour faire face à la flambée des prix à la consommation, l'**Indonésie** a augmenté en 2008 le nombre de ménages éligibles à une distribution subventionnée de riz, qui est passé de 15,8 millions à 19,1 millions, et porté les rations de riz de 10 à 15 kg par mois par ménage. Cependant, des contraintes liées à l'offre ont nécessité une augmentation conséquente du prix de la distribution. Au **Pakistan**, compte tenu de l'étroitesse du marché intérieur du riz, les négociants ont été contraints, pour éviter une interdiction d'exporter, de fournir aux magasins d'alimentation près de 200 000 tonnes de riz et de constituer 300 000 tonnes de réserves stratégiques. La mise en œuvre de cette mesure contraignante a cependant rencontré certaines difficultés.

45. Les prix de détail ayant augmenté en 2008 aux **Philippines**, la National Food Authority a dû procéder à des ventes de riz subventionnées en faveur des pauvres à des prix inférieurs de quelque 30 pour cent aux prix du marché. Elle s'est aussi efforcée d'accroître les achats, mais les producteurs et les négociants se sont souvent abstenus de vendre dans l'espoir de voir les prix continuer à augmenter. Les subventions de la National Food Authority concernant les ventes de riz destiné à la consommation seraient passées, selon les estimations, de 12,4 milliards de pesos en 2007 à 31 milliards de pesos en 2008 (soit près de 700 millions d'USD).

46. En **Malaisie**, en raison de pénuries de riz contenant 15 pour cent de brisures sur les marchés locaux, riz dont le prix de détail est plafonné, le gouvernement a décidé en août 2008 d'accorder une subvention aux préparateurs de riz afin de les inciter à produire davantage de riz contenant le pourcentage de brisures souhaité. En 2008, l'autorité de protection du consommateur du **Sri Lanka** a placé le riz au rang des produits essentiels et fixé un plafond pour le prix de détail. La **Thaïlande** quant à elle, a procédé à une vente subventionnée de plus de 2 millions de tonnes de riz au début de 2008.

47. En Afrique, les efforts déployés pour maintenir les prix du riz à des niveaux abordables ont conduit à déterminer des prix de vente fixes au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, au **Mali** et au **Niger** en 2008. Les taxes sur la valeur ajoutée appliquées aux prix de détail ont été très fortement réduites en **Côte d'Ivoire** tandis qu'au **Nigéria**, certains États ont dû puiser dans leurs réserves stratégiques. En Amérique latine et aux Caraïbes, les gouvernements ont dû négocier avec les importateurs et les négociants pour stabiliser les prix, par exemple en **Bolivie**, à **Haïti** et au **Guyana**. Au **Brésil**, le gouvernement a interdit les exportations et mis des stocks publics sur le marché afin de contenir la hausse des prix intérieurs. Depuis 2003, le **Venezuela** applique un contrôle des prix sur les qualités de riz les plus standard et, au début de 2009, les préparateurs ont été invités à faire en sorte qu'au moins 80 pour cent de leur production corresponde à ces qualités. Les préparateurs qui ne respectaient pas cette réglementation tombaient sous le coup de la loi sur la sécurité et la souveraineté alimentaires adoptée en 2008. Le **Costa Rica**, qui applique aussi un prix garanti pour le riz d'une qualité standard, a augmenté son prix de 38 pour cent en juin 2008, avant de le baisser au début de 2009 pour s'ajuster aux fluctuations des prix internationaux.

## VI. RÉSERVES DE RIZ (Directives E (i) - E (iv))

48. Pendant la période examinée, les réserves de riz ont été soumises à une pression temporaire non seulement dans les pays importateurs nets mais aussi dans certains des plus grands pays exportateurs de riz qui s'étaient abstenus de limiter les exportations. Les récoltes de paddy de 2007 et 2008 ayant été excellentes, les stocks mondiaux de fin de campagne en 2008 et 2009 se sont nettement redressés, ce qui a amélioré le rapport stock-utilisation au niveau mondial. Cependant, la reconstitution récente des stocks ne s'est pas produite uniformément, la plus grande partie ayant lieu dans les pays exportateurs. Malgré un certain redressement de leurs stocks, les pays importateurs s'interrogent sur les niveaux requis pour se prémunir contre les pénuries. Par ailleurs, moins confiants dans le commerce mondial, ils s'emploient à augmenter le volume de leurs réserves publiques.

49. La **Chine**, qui détient les plus gros stocks mondiaux de riz, a continué à constituer des réserves dans le cadre de sa politique d'autosuffisance. Bien que la flambée des prix internationaux de 2007 ait eu un certain impact sur les prix des produits alimentaires sur les marchés locaux, les réserves de riz ont suffi à approvisionner le marché et à atténuer les hausses de prix intérieurs. En 2008, près de 13 millions de tonnes métriques de riz ont été achetées pour les réserves d'État, et l'acquisition de 22,5 millions de tonnes, un chiffre nettement supérieur, a été prévue pour 2009. En **Inde**, les stocks de riz détenus par l'État ont continué à approvisionner le système de distribution public afin de lutter contre les fluctuations de prix excessives. En 2008, les stocks ont augmenté et dépassaient 17 millions de tonnes à la fin décembre, contre un objectif minimum 11,8 millions de tonnes un an auparavant. En **Thaïlande**, les stocks du secteur public ont beaucoup contribué à l'amélioration de la stabilité des marchés mondiaux. Des mesures de soutien des prix assez bien accueillies en 2005 et 2006 ont conduit à l'accumulation de stocks publics pendant les périodes de flambée des prix. Elles ont permis non seulement de stabiliser les niveaux d'utilisation au plan intérieur mais aussi d'accroître les exportations. En 2007 et 2008, le gouvernement thaï a continué à assurer la charge financière que représente la gestion de réserves de riz importantes, tout en renouvelant ses efforts pour améliorer la collaboration avec d'autres exportateurs de premier plan afin d'empêcher les prix mondiaux de chuter au point de se retrouver sous des seuils économiques. Il a par ailleurs proposé d'abriter sur son territoire une partie de la réserve de l'ANASE pour la sécurité alimentaire.

50. En 2007, le **Bangladesh** et l'**Indonésie** ont fait appel aux importations pour reconstituer des stocks de riz qui avaient été utilisés pour contenir la hausse des prix intérieurs et répondre aux besoins des groupes vulnérables. La baisse des réserves détenues par la National Food Authority des **Philippines** (NFA) a contraint le gouvernement à soumettre des offres d'importations massives au début de 2008, qui ont aggravé la hausse des prix internationaux.

51. En **Afrique**, la plupart des pays importateurs disposaient de réserves limitées qu'ils utilisaient pour stabiliser les prix. En **Amérique latine et dans les Caraïbes**, les gouvernements, qui n'ont pas de stocks de réserve, ont généralement encouragé le secteur privé à entreposer du riz pour stabiliser les prix après récolte.

52. Au niveau régional, le projet régional *Réserve de riz pour les situations d'urgence en Asie de l'Est (EAERR)*, qui avait été lancé par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE+3<sup>7</sup>) en 2004 pour une période probatoire de trois ans, s'est achevé en mars 2007, mais de nouvelles propositions seront présentées pour que le projet pilote devienne un programme à part entière.

53. Les contributions en riz à la *Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU)*, gérée par le Programme alimentaire mondial (PAM), ont été particulièrement faibles en 2006 et 2007.

---

<sup>7</sup> L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), composée de 10 membres, comprend le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam, ainsi que la Chine, le Japon et la République de Corée.

Bien qu'elles aient plus que doublé, passant à 158 800 tonnes 2008, elles n'en sont pas moins restées bien en deçà du minimum recommandé de 500 000 tonnes (Directive E iii). Les contributions au programme d'Intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR), également administré par le Programme alimentaire mondial, ont nettement augmenté en 2007 et 2008 (voir Tableau V en annexe).

## VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

54. La situation exceptionnelle qui règne sur le marché mondial du riz depuis 2007 a facilité la mise en œuvre des Directives pour une action nationale et internationale concernant le riz dans certains domaines et l'a freinée dans d'autres.

55. En ce qui concerne les *Objectifs généraux de la coopération internationale (A (i))*, les mesures adoptées dans de nombreux pays sont restées en deçà de l'objectif général qui est d'encourager la coopération pour assurer la sécurité alimentaire des pays en développement et de réduire les interférences et les distorsions qui faussent le marché. Des mesures ont été prises par des gouvernements pour s'attaquer aux difficultés des marchés intérieurs, sans se préoccuper de leurs conséquences potentielles sur d'autres pays. On notera, au rang des satisfactions obtenues pendant la période examinée, le recours accru à des mesures institutionnelles visant à s'assurer que les approvisionnements coïncident avec la demande croissante, comme le prescrivent les *Objectifs généraux (A) (ii) a) à e)*. Les intérêts des pays à faible revenu et à déficit vivrier, notamment ceux où le riz est un produit alimentaire de base, ont aussi commencé à être mis en évidence du fait des difficultés récentes rencontrées sur les marchés.

56. S'agissant des directives concernant les *Politiques de production (B (i) à B(iv))*, les politiques mises en œuvre ont donné la preuve qu'elles étaient suffisamment souples pour répondre aux nouvelles conditions prévalant sur les marchés. Par ailleurs, les soutiens aux prix intérieurs, même s'ils ont été renforcés, étaient généralement faibles par rapport aux prix du marché. Leurs effets de distorsion sur le commerce ont donc été négligeables. L'accent accru placé sur les besoins de la production à plus long terme, dans les pays importateurs et exportateurs, était un facteur favorisant un développement plus équilibré du marché, et il est satisfaisant dans une certaine mesure de voir qu'une aide bilatérale et multilatérale accrue a été fournie aux pays en développement pour augmenter leur production de riz.

57. Les directives concernant les *Politiques commerciales (C (i) à C (viii))* reflètent principalement les préoccupations que suscitent l'utilisation possible des subventions aux exportations et la nécessité pour les pays en développement, en particulier les pays à faible revenu et à déficit vivrier, de participer au commerce international du riz. La situation des marchés en 2006, 2007 et 2008 a rendu inutiles les subventions aux exportations. Au contraire, l'expérience récente de la flambée des prix a conduit de nombreux pays importateurs à intensifier leurs efforts pour atteindre l'autosuffisance, la sécurité alimentaire prenant le pas sur le fait qu'il peut être comparativement plus coûteux de produire localement.

58. Les changements de politiques les plus importants pendant la période examinée ont concerné les *exportations*. Réagissant, de manière légitime, aux préoccupations suscitées par la sécurité alimentaire nationale, de nombreux pays ont restreint les expéditions de riz en dehors de leurs territoires. Ces mesures, mises en œuvre pour protéger les marchés locaux dans une période de grande incertitude, ont eu cependant de profondes conséquences négatives sur les marchés internationaux, car elles ont aggravé la flambée des prix et augmenté les besoins d'aide alimentaire de certains pays. Sachant que du côté de l'offre la situation s'est finalement avérée sous contrôle (à l'exception de pénuries temporaires), il aurait été utile que les pays puissent se concerter et échanger des informations sur les politiques commerciales, notamment les contraintes aux exportations, comme il est recommandé dans les directives et prescrit par les dispositions de l'OMC régissant l'imposition des interdictions d'importation. Malgré les incertitudes commerciales résultant des restrictions aux exportations, la poursuite des expéditions de riz de

gouvernement à gouvernement en dehors des interdictions a été un facteur de stabilité du commerce.

59. Quant aux directives sur les *Politiques internationales d'aide alimentaire (D (i) à D (iv))* elles visent principalement à s'assurer que l'aide alimentaire ne perturbe pas les transactions commerciales ou n'introduisent pas de distorsions sur les marchés. Pendant la période examinée, la pertinence de ces directives a été limitée à cause des niveaux très élevés des prix mondiaux. Bien que l'accroissement des volumes fournis sous la forme d'une aide internationale et dans le cadre de transactions triangulaires ait constitué en 2007 une évolution satisfaisante, aucune information n'est à ce jour disponible pour 2008, l'année la plus critique.

60. Les directives relatives aux *Réserves de riz (E (i) à (iv))* encouragent des approches concertées pour la constitution et la détention de stocks de riz et pouvant contribuer à aider les pays en développement à accroître leurs réserves de riz. Bien que les mesures prises à cet égard aient été limitées, un retour à une situation moins tendue sur les marchés pourrait permettre aux pays d'examiner leurs politiques en matière de réserves de riz, comme c'est le cas actuellement dans le contexte de la Réserve de riz pour les situations d'urgence en Asie de l'Est (EAERR) de l'ANASE.

61. Les *Directives sur l'environnement (F (i) à (v))* continuent d'être suivies par les gouvernements notamment lorsqu'ils élaborent des plans à plus long terme pour le développement du secteur rizicole.

62. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe pourrait, s'il le souhaite:

- 1) Se féliciter des initiatives récentes adoptées par des gouvernements et la communauté internationale pour renforcer les politiques de développement à plus long terme afin de s'assurer que la production augmente à un rythme suffisant pour satisfaire la demande croissante ; en particulier, accorder un soutien résolu aux programmes d'aide financés par des donateurs bilatéraux et internationaux qui visent à aider les pays en développement s'efforçant d'augmenter la productivité du secteur rizicole.
- 2) Noter avec satisfaction les mesures incitatives à court terme adoptées en faveur des agriculteurs, notamment l'octroi de subventions aux engrais, l'amélioration des matériels de plantation, des technologies et des infrastructures, qui les aideront à répondre à la hausse des prix du riz.
- 3) Souligner que les gouvernements devraient évaluer les conséquences à court et à plus long terme des politiques de prix axées sur la consommation, notamment en ce qui concerne leurs incidences sur les producteurs et les finances publiques.
- 4) Compte tenu de l'étroitesse du marché international du riz, insister sur la nécessité pour les pays importateurs et exportateurs d'évaluer soigneusement les incidences éventuelles des mesures qu'ils adoptent en matière commerciale sur les prix et la stabilité des marchés mondiaux. Inviter les gouvernements à entamer des consultations sous l'égide du Groupe lorsque des difficultés surviennent, en vue d'identifier des solutions qui seront examinées dans des instances internationales appropriées, en particulier l'OMC.
- 5) Recommander aux pays exportateurs de renoncer, dans la mesure possible, à appliquer des interdictions d'exportation sauf si elles sont motivées par des questions de sécurité alimentaire au plan national, et de consulter des partenaires commerciaux comme le recommandent les dispositions de l'OMC régissant l'imposition de telles interdictions.
- 6) Recommander aux organismes publics responsables de l'importation et de la gestion des approvisionnements de produits de base sur les marchés locaux des grands pays importateurs

- de riz d'examiner soigneusement l'opportunité et les modalités de leurs achats afin d'éviter tout effet déstabilisant sur les marchés mondiaux.
- 7) Encourager, le cas échéant, la fourniture de riz dans le cadre des programmes multilatéraux d'aide alimentaire et faire en sorte que les pays donateurs accroissent leurs contributions à la Réserve alimentaire internationale du PAM.
  - 8) Recommander aux pays d'envisager d'entamer des consultations sur la possibilité de partager le fardeau consistant à constituer et gérer des réserves de sécurité alimentaire appropriées et, pour stabiliser les prix, d'examiner la viabilité d'autres mesures, notamment des accords commerciaux à long terme, des opérations de marchés à terme et des assurances sur les récoltes.
  - 9) Recommander au Groupe de continuer à examiner l'évolution des politiques concernant le secteur du riz en s'appuyant sur des informations fournies par les États membres.